

Leçons de capitalisme

De plus en plus de gouvernements et de citoyens veulent attribuer une responsabilité sociale et environnementale aux entreprises, en réduisant leur profit au détriment notamment de leurs actionnaires.

Cette idée, malheureusement, recèle un malentendu fondamental quant au caractère et à la nature d'une économie libre. En effet, dans une économie libérale, l'entreprise a d'ores et déjà une responsabilité sociale, à savoir utiliser au mieux ses ressources pour augmenter son chiffre d'affaires et ses profits, aussi longtemps qu'une concurrence ouverte et libre sans tromperie ni fraude est possible.

Il en va de même, en quelque sorte, pour l'activité des dirigeants syndicaux pour qui le «profit» est de défendre l'intérêt des salariés, ce qui, vous en conviendrez, est d'au-

tant plus facile lorsque les entreprises dans lesquelles ils travaillent réalisent des résultats bénéficiaires, évitant ainsi les plans sociaux et les licenciements.

En fait, bien que la notion soit fréquemment galvaudée, le capitalisme peut se révéler vertueux via la «main invisible» mise en lumière par Adam Smith. En créant du profit, cette main invisible génère en effet un résultat qui ne faisait pas partie des intentions initiales des acteurs économiques.

Ainsi, lorsqu'un chef d'entreprise décide d'investir, son but est d'accroître ses profits, or ces derniers ne peuvent être importants que si ses clients sont satisfaits, ce qui nécessite l'embauche de personnel qualifié.

Le salarié, pour sa part, ne vient pas travailler pour accroître les profits de son patron ou satisfaire les clients de l'entreprise. Il travaille en premier lieu pour obtenir son propre profit, à savoir son salaire, mais a conscience qu'il est préférable pour lui de réaliser un travail de qualité.

Le fournisseur, lui, n'a pas pour idée première d'œuvrer pour les profits de ses clients ni le bonheur de leurs salariés; ce qu'il souhaite avant tout, c'est réaliser un volume de ventes significatif qui lui rapportera un important bénéfice. Cela étant, s'il veut que cela continue, mieux vaut également pour lui fournir des produits et des services de qualité.

Quant au client final, il se moque, sans même y penser, des bénéfices de l'entreprise dont il consomme les produits et des gains pour ses salariés. Son intérêt est d'acheter le moins cher possible des produits de qualité et tant pis s'ils viennent de Chine ou d'ailleurs...

La notion d'Adam Smith se vérifie donc puisque, dans le capitalisme, la recherche du profit individuel souhaitée par chacun sert souvent, par le truchement du mécanisme de la «main invisible», le plus grand nombre, alors même que cela n'était pas son intention première.

Bien entendu, il est hors de question de peindre la vie «en rose» dans une humanité qui, selon Nietzsche, provoque trop souvent le dégoût, mais on ne peut que comprendre nombre d'économistes et de philosophes qui considèrent que la démocratie et le marché

constituent le pire des systèmes à l'exception de tous les autres.

Pour l'avoir souvent constaté au détour d'anciens pays communistes, le capitalisme reste la solution, car, à l'époque, dans ces nations, on se moquait complètement du «bien public»: il n'y avait rien à gagner en visant sa réalisation.

Dès lors, gare aux gouvernements qui souhaitent donner des obligations sociales aux entreprises! Ce premier pas vers le socialisme permet à ces Etats de s'immiscer dans leurs affaires en leur ôtant une grande partie de leur pouvoir de décision. La notion de «libre entreprise» doit être préservée, et il faut se méfier de toute forme d'Etat «collectiviste» qui, censé faire le bien, génère souvent des gabegies comme en ont connues les pays de l'Est jusqu'à la chute du mur de Berlin.

Aussi, doit-on choisir entre l'intervention de l'Etat, censé faire le bien, et la libre entreprise à la recherche de son profit qui constituerait, pour certains, le modèle du mal? Entre le socialisme contre le capitalisme? L'histoire nous a souvent montré que les peuples ont finalement opté pour le capitalisme et qu'il faut se méfier de toute tentation de revenir en arrière, quels qu'en soient les prétextes. ■

Gare aux gouvernements qui souhaitent donner des obligations sociales aux entreprises!

DIDIER MAURIN
ADMINISTRATEUR
DE KATLEYA GESTION

